

Décharge 2010: budget général UE, section I - Parlement européen

2011/2202(DEC) - 26/07/2011 - Document de base non législatif

OBJECTIF : présentation par la Commission des comptes annuels consolidés de l'Union européenne pour l'exercice 2010 – étape de la procédure de décharge 2010.

Analyse des comptes des institutions de l'UE : Section I – **Parlement européen**.

1) Principes : ce document apporte des éclairages sur la mécanique budgétaire et **la manière dont le budget de l'UE a été géré et dépensé en 2010**. Á cet effet, le document rappelle que l'essentiel des dépenses de l'Union (les dépenses dites « opérationnelles ») couvrent les diverses rubriques du cadre financier et se présentent sous différentes formes, en fonction de la manière dont les crédits sont dépensés et gérés. Conformément au règlement financier, la Commission exécute le budget général selon les modes de gestion suivants: gestion centralisée directe ou indirecte (via des organismes ou des agences de droit public ou autre), gestion décentralisée (pour les actions réalisées dans les pays tiers), gestion conjointe (avec une organisation internationale) et **gestion partagée** impliquant la délégation de tâches aux États membres, dans des domaines tels que les dépenses agricoles et les actions structurelles.

Le document présente également les acteurs financiers en jeu dans la mécanique budgétaire (comptable, ordonnateur et auditeur interne,...) et rappelle leurs rôles respectifs dans le contexte des tâches de contrôle et de bonne gestion financière.

Parmi les autres éléments juridiques liés à l'exécution budgétaire présentés dans ce document, on notera des indications relatives :

- aux principes comptables applicables à la gestion des dépenses européennes (continuité des activités ; permanence des méthodes comptables ; comparabilité des informations...) ;
- aux méthodes de consolidation des chiffres pour l'ensemble des grandes entités contrôlées (institutions et agences) ;
- à la comptabilisation des actifs financiers de l'UE (immobilisations corporelles et incorporelles, autres actifs financiers et investissements divers) ;
- à la manière dont les dépenses publiques européennes sont engagées et payées, y compris préfinancements ;
- aux modes de recouvrements après détection des irrégularités ;
- au *modus operandi* relatif à la reddition des comptes ;
- à la procédure d'audit suivie par l'octroi de la décharge par le Parlement européen.

Pour rappel, **la décharge constitue le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire** et se définit comme la décision par laquelle le Parlement européen, sur recommandation du Conseil, «libère» la Commission pour sa gestion d'un budget donné en clôturant la vie de ce budget. Lors de l'octroi de la décharge, le Parlement peut mettre en exergue des observations qu'il estime importantes, souvent en recommandant à la Commission de **prendre des mesures sur les aspects considérés**.

Le document se clôture par une série de tableaux et indications techniques chiffrées portant sur : i) le bilan financier ; ii) le compte de résultat économique ; iii) les flux de trésorerie ; iv) des annexes techniques liées aux états financiers.

2) Exécution des crédits de la section I du budget pour l'exercice 2010 : le document comporte également une série d'annexes chiffrées dont les plus importantes concernent l'exécution budgétaire. Concernant les dépenses du Parlement européen, le tableau sur l'exécution financière et budgétaire de cette institution donne les indications chiffrées suivantes :

A) tableau sur l'exécution des engagements :

- § engagements : 1, 586 milliard EUR – taux d'exécution de 90,5% ;
- § reports de crédits à 2011 : 111 millions EUR - 6,31% des crédits autorisés ;
- § annulations de crédits : 56 millions EUR.

B) tableau sur l'exécution des paiements :

- § paiements : 1,507 milliard EUR - taux d'exécution de 77,74% ;
- § reports de crédits à 2011 : 351 millions EUR - 18,10% des crédits autorisés ;
- § annulations de crédits : 81 millions EUR.

Enfin, les annexes du document apportent des précisions sur certaines dépenses spécifiques des institutions dont notamment :

- **dépenses de pension** : une rubrique du budget administratif comprend les obligations de pension envers les membres et anciens membres de toutes les institutions de l'Union. Y figurent également les obligations de pension envers les membres du Parlement européen ;
- **dépenses liées au régime commun d'assurance-maladie** : cette rubrique vise à évaluer le passif que l'UE devra assumer au titre de sa contribution au régime commun d'assurance-maladie pour son personnel. Le passif brut a été évalué à 3,791 milliards EUR pour 2010 ;
- **dépenses immobilières** : une autre rubrique comprend des obligations contractuelles en cours découlant de contrats de construction. Pour le Parlement, ces obligations contractuelles se chiffrent à 434 millions EUR pour 2010.

3) Exécution budgétaire - conclusions : en termes plus généraux et politiques, l'exécution budgétaire du Parlement a été marquée par la suite des élections européennes de 2009. Ce dernier a progressivement repris une activité normale. L'année 2010 a ainsi été une année d'adaptation continue pour ce qui est de l'amélioration des méthodes de travail et de la modernisation, lesquelles sont allées de pair avec les responsabilités politiques et législatives du Parlement en augmentation avec l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, ainsi qu'avec l'évaluation des différentes initiatives pluriannuelles lancées au cours des dernières années.

À la suite de la ratification du traité de Lisbonne et de son entrée en vigueur le 1^{er} décembre 2009, le Parlement a également adapté ses procédures et dépenses budgétaires et adopté un budget rectificatif destiné à renforcer son budget. Le budget rectificatif 1/2010, d'un montant de **9.397.164 EUR**, a servi à renforcer les effectifs du Parlement de 150 postes. Deux postes budgétaires ont été renforcés en particulier: «Rémunération et indemnités» et «Assistance parlementaire: assistants locaux».

Pour connaître en détail l'exécution budgétaire des dépenses de la section I du budget (Parlement européen) se reporter au [Rapport sur la gestion budgétaire et financière du Parlement européen pour l'exercice 2010](#).